

LE VENT SE LÈVE

de Ken LOACH

FICHE TECHNIQUE

Titre original : The Wind that Shakes the Barley d'après une chanson de Robert Dwyer Joyce, auteur irlandais du XIX siècle, qui évoque le soulèvement des United Irishmen de Wolfe Tone en 1798.

Pays : Grande-Bretagne

Durée : 2h04

Année : 2005

Genre : Drame historique

Scénario : Paul LAVERTY (Ecosais)

Directeur photo : Barry ACKROYD

Montage : Jonathan MORRIS

Décors : Fergus CLEGG

Musique : George FENTON

Costumes : Eimer NI MHAOLDOMHNAIGH

Production : Sixteen Films

Distribution : Diaphana Films

Interprètes : Cillian MURPHY (Damien), Padraic DELANEY (Teddy), Liam CUNNINGHAM (Dan), Orla FITZGERALD...

Tournage à Cork, Irlande.

Sortie : 23 Août 2006

Palme d'Or Festival de Cannes 2006

SYNOPSIS

Irlande début des années 1920. Une armée de volontaires (des paysans pour la plupart) s'organise pour lutter contre les redoutables Black-and-Tans, forces de police auxiliaires anglaises envoyées par bateaux entiers pour mater les vellétés d'indépendance du peuple irlandais.

Par sens du devoir et par amour pour son pays, Damien (Cillian Murphy, Irlandais natif de Cork) abandonne ses études de médecine en Angleterre pour rejoindre son frère Teddy dans le dangereux combat qu'il mène pour la liberté. Mais, en 1920, la guerre entre l'IRA et les forces armées britanniques conduisant à une impasse, un traité est signé à Londres pour mettre fin aux hostilités. Cette apparente victoire divise alors les Irlandais qui, jusque là, luttaient côte à côte et déclenche une guerre civile fratricide.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES DANS L'HISTOIRE DE L'IRLANDE

I – De l'Union à la Partition et à l'Indépendance de l'Eire : moments clés du long combat de l'Irlande (1800 - 1949)

1800 : (1 Août) Acte d'Union qui consacre une union législative et établit le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Conséquences : abolition du Parlement Irlandais, qui n'a que 32 représentants à la Chambre des Lords et 100 à la Chambre des Communes (/558) ; union des deux églises anglicanes ; partenariat commercial de plein droit mais finances séparées (Irlande doit contribuer aux dépenses du RU).

L'administration britannique a son siège au Château de Dublin, centre symbolique de la présence britannique en Irlande et cœur de la bureaucratie irlandaise chargée d'exécuter les décisions désormais prises à Londres. Le Château devient l'une des cibles principales de la rébellion irlandaise.

1829 : Emancipation des Catholiques suite à la campagne menée par O'Connell, « Le Libérateur », partisan (momentanément) peu suivi de l'Abrogation de l'Union à laquelle se substitua la lutte contre la dîme agricole destinée à financer majoritairement le clergé anglican.

1844-1849 : **Grande Famine**. Chute de la population irlandaise (- 2 millions) due à une forte mortalité et à l'émigration.

1847-1848 : émergence du mouvement indépendantiste 'Young Ireland' qui se radicalise, délaissant les thèses d'abrogationnisme constitutionnaliste de O'Connell. Mouvement principalement idéologique (WS O'Brien), peu suivi par une population écrasée par la famine et la pauvreté.

1853 : l'impôt sur le revenu devient exigible en Irlande.

1858 : une groupe d'Irlandais émigrés aux USA fonde la confrérie des Fenians (de 'fein' : seuls) liée à l'IRB, Irish Republican Brotherhood (organisation secrète de James Stephens, Dublin) destinée à combattre pour l'indépendance irlandaise et exportant le problème irlandais en Angleterre (attentats de Chester et Londres en 1867).

1868 : William Gladstone (Parti Libéral) élu Premier Ministre Britannique déclare : « **Ma mission est de pacifier l'Irlande** ».

1869 : Irish Church Act sépare l'Eglise anglicane de l'Etat en Irlande, mesure conciliatrice visant à désamorcer les revendications du nationalisme en Irlande mais désapprouvée par les Protestants (car favorisant, entre autres, la création d'écoles catholiques).

1870 : First Land Act tentant de réguler les relations, habituellement conflictuelles, entre propriétaires fonciers et métayers.

1873 : fondation de la Home Government d'Isaac Butt rebaptisée ensuite **Home Rule League**, favorable à l'autonomie de l'Irlande dans le cadre d'une structure fédérale visant à un partenariat et à une division des pouvoirs, avec un « Parlement National » responsable des affaires internes du pays (économie, sécurité, éducation...).

1874 : les autonomistes de la Home Rule League remportent 60 des 103 sièges irlandais au Parlement de Westminster, se constituent en groupe parlementaire et entreprennent une politique d'obstruction systématique.

1880 : C S Parnell (propriétaire foncier protestant convaincu de la nécessité du Home Rule) prend la tête du mouvement et entre en lutte pour faire baisser les baux des métayers. Les troupes britanniques sont réquisitionnées pour les moissons (capitaine Boycott).

1880-1885 : violence dans la campagne irlandaise (récoltes et fermes brûlées, animaux mutilés, explosions chez les propriétaires terriens...). Emprisonnement de Parnell, attentat meurtrier de Phoenix Park, adoption d'un nouveau Coercion Act (arrestations sans jugement).

1884 : fondation de la **Gaelic Athletic Association** + « **renaissance littéraire** » et nationalisme culturel promu par des écrivains tels que Synge, Yeats et Lady Gregory.

1885 : Elections Législatives à Londres et soutien des Autonomistes Irlandais aux Conservateurs. Les Autonomistes ont entre leurs mains l'équilibre des pouvoirs au Parlement Britannique : Gladstone est contraint de soutenir le Home Rule (Décembre 1885).

1886 : Home Rule Bill incluant un Parlement à Dublin mais le contrôle par Westminster de la politique étrangère de l'Irlande, de sa défense et de son commerce extérieur.

Défaite de cette proposition de loi aux Communes.

Les Conservateurs anglais (avec sir Randolph Churchill) entreprennent de contrer l'alliance Libéro-nationaliste en jouant la « carte Orange » (cohésion protestante).

1893 : (Gladstone) 2nd Home Rule Bill prévoyant (par rapport à 1886) un groupe parlementaire irlandais (80 députés) à Westminster. Rejet des Lords.

1898 : United Irish League de W O'Brien favorable à une politique de réforme agraire.

Fondation à Dublin par A.Griffith et J.Connolly de l'*United Irishman*, hebdomadaire propagateur de la doctrine du Sinn Fein (« ourselves alone »).

1900 : regroupement des Irish Nationalists autour de John Redmond (82 élus)

Prix de leur soutien au Parlement Britannique : le Parliament Act 1911 + la **Home Rule Bill** 1912 rejetée par les Lords mais censée devenir loi en 1914 et donc régler la question irlandaise.

1902 : fondation du **Sinn Fein** en tant que parti politique par A Griffith.

1910-1914 : montée en puissance des Unionistes (environ 500 000) autour d'Edward Carson, prêts (avec le soutien du Conservateur Bonar Law au nom de l'Empire britannique) à « prendre en charge le gouvernement de la Province protestante d'Ulster ».

Septembre 1914 : la **Home Rule** Bill devient loi avec l'agrément royal mais son application est suspendue jusqu'à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale.

1916 : **Easter Rising** de Dublin à l'initiative de la Irish Republican Brotherhood. Proclamation de création d'une République Indépendante. Ecrasement du soulèvement et exécution des principaux meneurs qui deviennent des martyres de la cause irlandaise.

1917 : De Valera élu président du Sinn Fein, devenu porte-parole du républicanisme radical.

1918 : Sinn Fein remporte 73 des 105 sièges irlandais à Westminster mais refuse d'y siéger préférant se réunir à Dublin et fonder le **Dail Eirann** (« Assemblée de l'Eire » en gaélique ; Janvier 1919), institution législative conçue comme le noyau d'un futur Etat et se dotant d'une constitution provisoire avant de faire une Déclaration d'Indépendance.

Le Dail exige : 1- le retrait total des troupes britanniques d'Irlande ; 2- l'établissement d'une République Irlandaise.

1919-1921 : Guerre d'Indépendance. Les Irish Volunteers se constituent en **Irish Republican Army (IRA)** sous le contrôle de Michael Collins et engagent une campagne militaire contre l'armée britannique et la police (Royal Irish Constabulary). Conséquences : représailles brutales et aveugles des *Black and Tans*, police paramilitaire britannique spécialement recrutée pour la guerre en Irlande.

De Valera campagne aux USA et lève des capitaux pour la cause irlandaise.

1920 : (décembre) adoption par Westminster du **Government of Ireland Act** qui divise le pays en deux : Irlande du Nord (les 6 comtés d'Ulster) et Irlande du Sud (les 26 autres). Refus des Républicains qui poursuivent leur guérilla.

1921 : appel du roi George V à cesser les hostilités (juin), accord de De Valera (juillet) et rencontre avec Lloyd George (Premier Ministre Libéral). De Valera refuse le statut de dominion pour l'Irlande et réclame l'indépendance totale pour une Irlande unie : impasse !

Octobre : reprise des négociations par Collins et Griffith, De Valera restant à Dublin.

Signature du Traité le 5 Décembre 1921 prévoyant la partition de l'Irlande avec la création de l'**Irish Free State** (les 26 comtés du Sud).

Agrément du Dail avec 64 voix pour et 57 contre dont celle de De Valera. Eclatement d'une *guerre civile contre les « Free Staters »* qui se prolonge jusqu'au cessez-le-feu de 1923 et se clôt définitivement en 1926 par la création (De Valera) du parti Fianna Fail (« guerriers d'Irlande ») en rupture avec le Sinn Fein et qui devient majoritaire aux élections de l'Irish Free State en 1932.

1936 : IRA déclarée illégale en Irlande du Sud.

1939 : déclaration de neutralité de l'Irlande du Sud (rebaptisée Eire) dans le 2nd conflit mondial.

1949 : (avril) proclamation de **création de la République d'Irlande** dont le gouvernement britannique accepte l'indépendance. La République quitte le Commonwealth.

II – Le Problème de l'Ulster : des « Troubles » (années 1960) vers une solution au conflit (2006)

Origines du problème : La majorité protestante en Irlande du Nord crée un « Etat Protestant pour un Peuple Protestant » alors que les Catholiques soutiennent le projet d'une Irlande Unie.

Afin de sauvegarder l'Etat Protestant, le gouvernement d'Ulster crée une force paramilitaire (les B-Specials) autorisée à interroger les Catholiques et fouiller leurs maisons. La discrimination contre les Catholiques est renforcée par le gouvernement, les élus locaux, les patrons et les syndicats. De plus, l'IRA ne trouve qu'un faible soutien dans sa campagne (infructueuse) contre les Protestants et les troupes britanniques (1957-1962).

1963 : Terence O'Neill devient Premier Ministre d'Ulster et enclenche un processus de dialogue avec son homologue de Dublin, Sean Lemass, centré sur une coopération économique nord-sud.

1963-1969 : Emergence d'un mouvement en faveur des droits civiques en Irlande du Nord (NICRA) et du militantisme anticatholique du Reverend Ian Paisley. Défilés, manifestations et répression.

1969 : démission du réformiste T O'Neill remplacé par James Chichester-Clark. Dégradation de la situation notamment à l'occasion des défilés des Orangistes (célébrant la bataille de La Boyne 1690) ; émeutes et affrontements armés à Belfast et Londonderry. Conduisant à l'interdiction des défilés (1970).

1970 (Février) : *premier mort parmi les troupes britanniques en Irlande du Nord*. Démission du Premier Ministre remplacé par Brian Faulkner. Intensification de la campagne d'attentats à la bombe de l'IRA avec pour conséquence la mesure d'internement sans procès.

1972 : Bloody Sunday (30 Janvier) à Londonderry : 13 membres du Mouvement pour les Droits Civiques sont tués par les troupes britanniques. Le Stormont (Parlement nord-irlandais) est suspendu et Londres prend la direction des affaires nord-irlandaises.

1973 : création d'une Assemblée d'Irlande du Nord (pour remplacer le Stormont) élue à la proportionnelle.

21 Juillet : **Bloody Friday**. Bombes à Belfast. Elaboration d'un document sur le partage des pouvoirs en Irlande du Nord et début des Sunningdale Talks pour essayer de garder l'Ulster dans le Royaume-Uni.

1974 : fin puis reprise de la suspension du Stormont, grève générale et démission de B Faulkner.

1976 : rupture des pourparlers entre Londres et l'Ulster. Assassinat de l'ambassadeur britannique à Dublin (C Ewart-Briggs) par l'IRA. GB déclarée coupable de torture en Ulster par la Commission Européenne des Droits de l'Homme pour être finalement convaincue de « traitements inhumains et dégradants » (1978).
Lancement du Mouvement pour la Paix par Betty Williams et Mairead Corrigan.

1979 : assassinat de Lord Mountbatten et échec de la conférence sur la décentralisation pour l'Irlande du Nord.

1980 : rencontre au sommet des Premiers Ministres Charles Haughey et Margaret Thatcher afin de garantir l'unité de l'Irlande « dans la bonne entente et dans la paix ».
Refus du statut de prisonniers politiques pour les membres de l'IRA.

1981 : Grève de la faim et décès de **Bobby Sands** et Francis Hughes (Mai).
Création d'un Conseil Intergouvernemental Anglo-irlandais (M Thatcher- Garret Fitzgerald).

1984 : Forum pour une Nouvelle Irlande (initiative de G Fitzgerald) et propositions de solutions constitutionnelles acceptables par les Nationalistes avec le consentement incontournable des Unionistes : refus catégorique de M Thatcher mais accueil favorable des décideurs britanniques.

1985 : **Accord anglo-irlandais (M Thatcher- G Fitzgerald) à Hillsborough (Belfast)**: Changement radical dans la politique nord-irlandaise du gouvernement britannique avec la création prévue d'une Conférence Intergouvernementale (siège : Dublin + Secrétariat à Belfast) chargée d'examiner tous les dossiers-clés d'Irlande du Nord : politique, sécurité, justice et économie, tout en ménageant les intérêts des deux communautés. Rôle d'arbitre pour Londres mais, sans réduction de la souveraineté britannique en Ulster. Conséquences : rapport de forces inversé en faveur des Nationalistes et nouvelle phase de contestation unioniste (dénonciation d'un « accord bradé » et manifestation massive à Belfast-20 000 personnes le 23 Novembre).

1986 : Echec des pourparlers M Thatcher-Unionistes. Grève générale de 24 heures avec actes de violence, y compris contre la police. Refus des Unionistes de siéger au Parlement Britannique.

1988 : Début de négociations secrètes entre John Hume (SDLP, parti nationaliste modéré) et Gerry Adams (Sinn Fein) sur abandon possible de la violence.

1990-1992 : tentatives de négociations multipartites. Attentats à la bombe dans la City de Londres. *Le nombre de morts dû aux Troubles atteint 3 000*. Aucun accord trouvé.

1993 : campagne d'attentats se poursuit (Warrington, Londres, Belfast, Portadown, Shankhill Rd..). Pendant 6 mois le gouvernement britannique de J Major mène des négociations secrètes avec l'IRA.
15 Décembre : **Déclaration** conjointe (dite **de Downing Street**) d'Albert Reynolds (PM République Irlande) et J Major (PM Conservateur RU) ouvrant la voie à des négociations impliquant tous les acteurs du débat.
Deux déclarations solennelles principales : le gouvernement britannique s'engage à se retirer si, un jour, une majorité souhaite la réunification de l'Irlande et la République promet de ne pas imposer une Irlande unie sans le consentement d'une majorité en Ulster (avec même proposition d'amender la Constitution de 1937).

1994 : Attaque au mortier contre aéroport d'Heathrow et exigence (Sinn Fein) de « clarification » de la part de Londres.
IRA déclare **cessez-le-feu** (31 Août) suivi par forces paramilitaires protestantes : fin (provisoire !) de **25 ans de violence**.

1995 : le « *decommissioning* » (reddition des armes détenues par les paramilitaires) devient une question centrale au débat et une condition de participation des partis aux pourparlers avec le gouvernement. Intervention des Américains (Sénateur G Mitchell et Prdt Bill Clinton).

1996 : attentat de l'IRA à Canary Wharf (Londres). Sinn fein exclus des pourparlers qui se poursuivent.

1997 : **Election de Tony Blair (1 Mai)**. Second souffle pour le « **processus de paix** » : cessez-le-feu de l'IRA et première visite de G Adams et Martin McGuinness à Downing Street. Mais fracture au sein de l'Unionisme entre le DUP (Democratic Unionist Party créé en 1971) de *Ian Paisley* et l'UUP de *David Trimble* (Ulster Unionist Party créé en 1921) car Paisley refuse l'entrée dans les négociations des représentants de la violence républicaine (le PIRA).

1998 : **Accord du Vendredi Saint (Good Friday, 10 Avril)**.
Cet accord garantit un équilibre des forces dans un système démocratique :
1-Irlande du Nord dotée d'une Assemblée élue à la proportionnelle (représentation assurée des 4 grands partis) ; 2-axe Nord- Sud conforté constitutionnellement avec harmonisation de gestion de dossiers communs européens et régionaux ; 3- axe britanno-irlandais renforcé par mise en place d'un Conseil servant de forum de discussion sur des questions essentielles (culture, économie, environnement, transport...) + abrogation de l'Accord de 1985 et création d'une Conférence britanno-irlandaise.

Référendum sur l'Accord du Vendredi Saint (23 Mai 1998) : 70% de oui en Ulster !

Elections historiques à la nouvelle Assemblée de 108 membres. L'UUP remporte une majorité de sièges (28) et D. Trimble est élu First Minister ; Semaus mallon (SDLP) devient Vice-Premier Ministre.

Mais... attentat meurtrier d'Omagh (15 Août) : 28 morts et 220 blessés.

1999 : T Blair fixe au 30 juin la date limite pour sortir de l'impasse de la démilitarisation complète des forces.

2 Décembre : *1^{er} jour de fonctionnement de la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord.* Londres délègue ses pouvoirs sur les 10 ministères nord-irlandais, notamment l'économie, la culture, la santé, et l'éducation.

L'Irlande du Nord gère enfin ses propres affaires !

2000 : Crise due au peu de progrès réalisés dans la démilitarisation : suspension de l'Exécutif, retrait de l'IRA des pourparlers de désarmement.

Libération des derniers détenus politiques de la prison du Maze (1 Octobre).

2001 : John Reid, premier Catholique désigné au poste de Ministre des Affaires Nord-irlandaises.

Législatives britanniques : le Sinn Fein arrive légèrement en tête devant le SDLP. Mais un regain de violence intercommunautaire continue à menacer le « processus de paix ».

2002-2008 : Nouvel accord, nouvel espoir ?

Les institutions en Irlande du Nord étant suspendues depuis Octobre 2002, Tony Blair a, en Octobre 2006 à Saint Andrews (Ecosse), conduit des négociations avec son homologue irlandais Bertie Ahern. Ils ont ensemble jeté les bases d'un nouvel « accord historique » (baptisé « **Accord de Saint Andrews** ») visant à faire à nouveau fonctionner les institutions d'Irlande du Nord. Selon tout espoir, le Parlement britannique devrait entériner cet accord le 21 Novembre 2006 ; ensuite (vers le 24 Novembre) devraient être désignés les Premier et Vice-premier Ministres de l'Assemblée de Belfast, acte symbolique vraisemblablement couronné par la nomination d'un gouvernement devant entrer en fonction le 26 Mars 2007. Le transfert de la Justice et de la Police à la nouvelle administration nord-irlandaise ne deviendrait effectif qu'au printemps 2008.

D'ici là, la nécessité d'un soutien électoral (consultation de la population par voie de référendum ?) a été souligné par Tony Blair. De plus, le Sinn Fein se prépare à reconnaître comme légitime la police nord-irlandaise en cours de réforme depuis 5 ans et qui compte désormais 20 % de Catholiques dans ses rangs.

Début Octobre 2006, un rapport d'experts indépendants a confirmé que l'IRA (qui avait abattu 300 policiers en 30 ans de guerre civile) avait renoncé « de manière irréversible » au terrorisme. Le 6 octobre, la Reine Elisabeth II a assisté à Belfast au démantèlement des bataillons nord-irlandais de l'armée britannique tandis que le leader des Démocrates Unionistes Ian Paisley (Protestant) et le leader catholique du Sinn Fein Gerry Adams tenaient des propos apaisants. Paisley allait même jusqu'à déclarer :

« Le jour des hommes armés au gouvernement est, espérons le, terminé à jamais. La démocratie finalement l'emporte. »

LE TRAITE DE LONDRES (6 DÉCEMBRE 1921)

Marché de dupes ou solution au problème irlandais ?

En mai 1918, les services secrets britanniques craignent un nouveau complot avec l'Allemagne comme avant Pâques 1916. On procède alors à des arrestations massives parmi les dirigeants du Sin Fein et les Volontaires Irlandais. Michael Collins se retrouve pratiquement seul pour organiser la résistance. Il met en place les services secrets et les « colonnes volantes » de la toute nouvelle Armée Républicaine Irlandaise (IRA). Il s'agit de petites unités très mobiles bénéficiant d'un soutien actif de la population et d'une excellente connaissance du terrain. Ainsi s'organise la guérilla contre l'occupant britannique pendant ce que l'on a appelé la « Guerre d'Indépendance ». Cette guerre dure de 1919 à 1921.

Entre temps, Eamon De Valera (évadé des prisons britanniques en Février 1919) constitue le « premier Gouvernement Républicain Irlandais » qu'il préside avec, à ses côtés, Arthur Griffith (fondateur du Sinn Fein en 1902) comme Vice-président et Michael Collins au poste de Ministre des Finances. Mais, plus important encore, Collins occupe le poste-clef de Chef des Services de Renseignements de l'IRA.

Auparavant, aux Législatives de 1918, le Sinn Fein (présidé par De Valera), l'ayant nettement emporté sur le Parti Nationaliste et refusant de reconnaître la légitimité du parlement britannique, s'était constitué en Dail Eireann, « Assemblée Représentative de l'Irlande », noyau dur d'un futur Etat Irlandais qui avait adopté une constitution et une Déclaration d'Indépendance (21 Janvier 1919). Ces infrastructures étaient destinées à concurrencer directement puis à remplacer les institutions britanniques.

I – Guerre civile et politique britannique

Le jour même de la Déclaration d'Indépendance deux policiers sont tués dans une embuscade dans le comté de Tipperary. Dans l'hebdomadaire de l'IRA, il est déclaré que la violence se justifie car tant que des envahisseurs étrangers demeurent sur le sol irlandais, le pays est en état de guerre. Mais, cette politique de violence ne trouve pas le même écho dans toutes les composantes du mouvement nationaliste. Reste que se commettent des atrocités au cours desquelles nombre de policiers (armés) de la Royal Irish Constabulary sont froidement abattus en pleine rue. Les femmes, rarement fouillées par les troupes britanniques, sont utilisées pour le transport d'armes et de messages. Le Sinn Fein renforce progressivement son emprise sur les administrations et les tribunaux des comtés, l'impartialité de la justice n'allant pas de soi. Un climat de haine et de violence s'installe donc, qui a été fort bien décrit dans les reportages d'un jeune journaliste, Joseph Kessel, et recréé par John Ford dans son film, Le Mouchard en 1925.

En réponse aux atrocités commises de part et d'autre et confronté à l'impossibilité de pacifier l'Irlande, le gouvernement britannique du Premier Ministre Libéral Lloyd George tente, en 1920, de trouver une solution législative au conflit. Reconnaître un « état de guerre » serait légitimer la « République Irlandaise ». Négocier avec le Sinn Fein et le Dail, déclarés illégaux, est impossible. Mais, la « sale guerre » qui s'étend (terreur, meurtres, torture, arrestations arbitraires, prises d'otages, évictions, incendies de fermes et maisons par les Black and Tans, les « Auxis » et l'IRA) conduit directement à la reconnaissance des « Rebelles » comme partenaires potentiels de négociations à ouvrir.

Le premier « Bloody Sunday » du 21 Novembre 1920 précipite les événements avec l'assassinat par l'IRA, à l'aube, de 14 officiers et civils britanniques, et le massacre de Croke Park (Dublin) où les Black and Tans, en représailles, tuent 12 personnes et en blessent 60. Les forces britanniques comptent alors 50 000 hommes en Irlande (police et armée) ; l'IRA a environ 15 000 hommes. Jusqu'à la Trêve de Juillet 1921, les pertes se situent à 400 policiers et 160 soldats pour la Grande-Bretagne et 752 morts du côté irlandais en tenant compte des civils. Mais, la politique britannique de terreur ne cesse de rallier les modérés à la cause de l'Indépendance.

En Décembre 1920 la Guerre d'Indépendance fait rage. Lloyd George fait adopter par le Parlement de Westminster le **Government of Ireland Act**, loi qui accorde l'autonomie à l'Irlande. Mais, pour satisfaire les Unionistes, la loi prévoit la partition de l'Irlande et la création de deux parlements, l'un à Belfast et l'autre à Dublin. Les deux parties sont également censées reconnaître la suprématie de Westminster où elles continuent à être représentées, ce qui bien sûr est inacceptable pour les Républicains qui poursuivent leur lutte armée contre « l'Occupant ». Des négociations secrètes sont menées avant une rencontre officielle où se retrouvent (8 Juillet 1921) De Valera, Griffith, Macreedy (commandant en chef des troupes britanniques en Irlande), Lloyd George et des représentants unionistes. Ils annoncent une trêve des hostilités (dès le 11 Juillet 1921), sans reddition d'armes de l'IRA cependant, et préparent la **Conférence Anglo-irlandaise de Londres** qui se tient **d'octobre à décembre 1921**.

Des réunions plénières se tiennent au 10 Downing Street et parallèlement des rencontres ont lieu entre Lloyd George et une délégation irlandaise du Dail (6 hommes) à laquelle De Valera a prudemment refusé de participer. Les principaux négociateurs irlandais sont Griffith et Collins (contre son gré) et côté britannique sont notamment présents Lloyd George, Austen Chamberlain (Secrétaire d'Etat aux Colonies), Lord Birkenhead (Lord Chancellor, farouche opposant au Home Rule) et Winston Churchill (Ministre de l'Air et de la Marine). Bien qu'absent, De Valera demeure joignable à tout moment par courrier ou par aller-retours Londres –Dublin, ce qui explique la longueur des négociations.

II – Un traité mais pour quels résultats ?

D'emblée, apparaissent un déséquilibre et de graves malentendus.

Le déséquilibre est dans la composition des équipes de négociation. Côté britannique, le Premier Ministre Lloyd George, connu sous le surnom de « Sorcier gallois » (Welsh wizard), est avocat de formation, redoutable débateur et très habile négociateur. Il est entouré de politiciens influents, très expérimentés, membres de son Gouvernement composé de Libéraux et Conservateurs carrément hostiles à ces « représentants d'une bande d'assassins » qu'on leur oppose. Mais, il est aussi chef d'une majorité fondée sur une coalition avec les Unionistes au sein d'un parlement dominés par le courant impérialiste. Sa marge de manœuvre est quelque peu limitée par l'intransigeance de Sir James Craig (Premier Ministre du Parlement d'Irlande du Nord) et des Unionistes d'Ulster. Le défi auquel il est

confronté est de faire l'unanimité parmi le Sinn Fein, les Unionistes et les Conservateurs pour parvenir à un traité ratifiable par la Chambre des Communes. Il y joue sa place de Premier Ministre ! Quant à Winston Churchill, nationaliste victorien convaincu, il a pour mission première de maintenir l'Empire sur des fondements solides. Les négociateurs britanniques sont parfaitement conscients de représenter la Couronne et l'Empire le plus puissant du monde.

Face à eux, De Valera, le grand absent, Président de la prétendue République d'Irlande, a sollicité et désigné cinq représentants qu'il a fait approuver par le Dail. Ils sont envoyés à Londres en qualité de plénipotentiaires de la République avec pour mission de conclure un traité avec la Grande Bretagne. En fait, ils viennent demander que soit reconnue la République. Dans le gouvernement qu'ils représentent, Griffith est Ministre des Affaires Etrangères, Collins Ministre des Finances et Robert Barton Ministre de l'Economie. A leurs côtés, ils ont deux avocats, Edmond Duggan et George Gavan Duffy. De Valera les envoie à Londres pour demander au gouvernement britannique de « *donner par la négociation ce qu'il n'a pu obtenir par les armes* ». De Valera demande à la délégation irlandaise de ramener à Dublin l'accord de création d'une République de l'Irlande Unie tout en sachant qu'une telle exigence peut amener la rupture définitive des négociations. Gageure ! Collins et Griffith sont des républicains modérés, prêts au compromis et quel compromis ! L'allégeance à la Couronne britannique en échange de l'unité de l'Irlande !

En fait, Collins et Griffith vont aller plus loin encore : ils sont prêts à accepter pour l'Irlande le statut de dominion s'il garantit la création d'une république.

Autre handicap majeur : De Valera annonce qu'il ne participera pas aux négociations de Londres. Il restera à Dublin. Etonnement des deux parties ! De Valera donne à cette décision trois raisons principales : 1- sa présence en Irlande est rendue nécessaire pour empêcher les républicains purs et durs (Brugha et Stack) de rejeter tout compromis avec Londres ; 2- il juge indispensable en tant que chef d'état irlandais et symbole de cet Etat de ne pas être mêlé aux tractations en cours ; 3- il avance que la délégation irlandaise peut toujours s'en référer à lui afin d'éviter d'avoir à prendre des décisions hâtives.

Cette politique abstentionniste de De Valera est mal vécue et mal jugée. On a dit que De Valera savait qu'un compromis serait inévitable et que priver la délégation irlandaise de son plus habile négociateur était une erreur tragique et impardonnable, surtout en l'absence, au sein de la délégation, des Républicains les plus déterminés (Brugha et Stack).

Quant à Collins, il n'était pas homme à se dérober mais savait, qu'en cas de reprise des hostilités, sa présence à Londres allait affaiblir considérablement l'IRA en donnant enfin un visage à son chef jusqu'alors inconnu des services secrets britanniques. Fut-il l'objet d'une conspiration ? De Valera avait-il besoin de boucs émissaires dans une partie jouée d'avance ?

Reste que l'absence de De Valera donna davantage de confiance à Lloyd George qui le considérait comme un extrémiste très difficile à manœuvrer. Négocier avec De Valera, dit-il un jour, c'était « comme essayer de prendre du mercure avec une fourchette ».

L'habile tacticien qu'est Lloyd George divise les représentants irlandais en organisant des rencontres parallèles à la Conférence principale. Au cours de l'une d'elles, il parvient à extorquer de Griffith une promesse écrite de mise à l'étude temporaire des frontières entre nord et sud de l'Irlande. De fait, Lloyd George obtient la reconnaissance de l'Irlande du Nord ! Cet atout majeur Lloyd George l'exhibe le 2 Décembre 1921 pour faire définitivement pencher la balance en faveur de Londres tout en menaçant l'Irlande d'une guerre immédiate et sans merci appuyée par le Parlement britannique et 60 000 hommes armés. Le prix à payer étant trop élevé, la délégation irlandaise renonce alors au symbole d'une Irlande unie.

Le **6 Décembre 1921** à 2h10 du matin, lasse et frappée d'impuissance, la délégation irlandaise signe **le traité** par lequel elle accepte pour l'Irlande le statut de dominion et reconnaît la souveraineté britannique.

Il en résulte que pour les Républicains irlandais dans ce Traité subsistent trois problèmes majeurs :

1- L'Irlande ne sera pas une république mais « l'Etat Libre d'Irlande » avec un statut de dominion comparable à celui du Canada. Elle restera membre du Commonwealth. Le chef d'état sera le roi d'Angleterre, George V. En conséquence, les membres du futur parlement irlandais devront prêter serment de fidélité à la Couronne d'Angleterre. Un Gouverneur-Général la représentera à Dublin.

2- La partition est mise en place sur la base d'un Etat Libre qui équivaut aux 26 comtés du Sud. Le Nord demeure au sein du Royaume-Uni. Une Commission des Frontières délimitera les territoires des deux parties. Les Britanniques auront trois bases navales stratégiques sur la côte irlandaise.

3- Le lien constitutionnel avec la Couronne d'Angleterre et la cession de l'Irlande du Nord sont inacceptables pour les Républicains, y compris De Valera. Même si le traité est approuvé par la majorité de la population, le milieu des affaires et l'Eglise Catholique, les débats au Dail sont houleux. Le 7 janvier 1922, le traité n'est ratifié qu'à une faible majorité de 64 voix contre 57.

Même si les partisans du traité renforcent leur position au Dail lors des élections de juin 1922, la tension entre Républicains et Modérés (favorables à l'Etat Libre) cède le pas à la violence. **Le 28 juin 1922 éclate une nouvelle guerre civile.**

L'IRA, surtout implantée dans l'ouest du pays, retourne à la clandestinité tandis que les troupes de l'Etat Libre (« the Provisional Government ») prennent le contrôle des grandes villes. Une fracture s'instaure entre la « Vieille IRA » qui fournit la majorité des troupes de l'Etat Libre sous le commandement de Michael Collins et les dissidents, les IRA Irregulars, rejoints par Brugha et De Valera. Occupé par les Républicains le Parlement de Dublin est bombardé par les forces de l'Etat Libre. Les cours martiales et exécutions sommaires deviennent fréquents. Brugha (7 Juillet) et Collins (22 Août) trouvent la mort dans les combats. Un cessez-le-feu intervient en Mai 1923.

Conclusion :

A la tête d'un gouvernement de coalition, le Libéral Lloyd George, épaulé par les Conservateurs et les Unionistes, peut penser, en 1921, avoir remporté une victoire politique majeure pour son pays, son parti et l'Empire. Les événements vont le démentir et les années 1920 seront marquées par un mécontentement et des dissensions quasi unanimes.

D'abord, les négociations avec le Sinn Fein et la création de l'Etat Libre d'Irlande sont jugées comme étant des concessions inacceptables par les Conservateurs britanniques. Les Libéraux en paient le prix aux Législatives de 1922 (démission de Lloyd George).

Ensuite, la contestation républicaine monte en Irlande lors des élections d'Août 1923 mais leur irréductibilité condamne les Républicains à la marginalisation. Dès 1926, De Valera fonde un nouveau parti, le Fianna Fail, et s'engage dans la voie d'un républicanisme constitutionnel, réformiste et pragmatique. Dès 1927, il entreprend, au Dail, une critique systématique des termes du Traité de 1921.

Pour les Unionistes d'Irlande du Nord, l'autonomie locale affaiblit le lien avec le Parlement de Westminster et marginalise l'Irlande du Nord. Le débat se focalise sur le problème constitutionnel et la question de l'allégeance. Or, la Guerre Civile, qui a suivi la Guerre d'Indépendance, ravive les oppositions sectaires entre Catholiques et Protestants. La stabilité et la durabilité de l'Irlande du Nord en sont menacées, d'autant que l'aliénation de la population catholique se précise avec la mise en service d'une force de police exclusivement protestante (les B Specials) et l'exclusion des Catholiques de l'emploi chaque fois que possible.

Enfin, dans les années 1930, le fossé institutionnel se creuse. De Valera, élu Président du Conseil de l'Etat Libre, entreprend, avec l'appui du Fianna Fail, un démantèlement systématique de la Constitution issue du Traité de 1921. En Décembre 1937, il fait approuver, par référendum populaire et avec le soutien de l'Eglise Catholique, une nouvelle constitution qui affirme que « *le territoire national comprend toute l'île d'Irlande* » et que le Parlement et le Gouvernement de l'Eire ont droit de juridiction sur tout ce territoire.

Le fossé se creuse irrémédiablement, rendant de plus en plus difficile le retour à une Irlande unie, d'autant qu'en 1939 le Sud de De Valera déclare sa neutralité dans la Seconde Guerre Mondiale, abandonnant le Nord aux attaques aériennes allemandes au prétexte fondamental de la Partition de l'Irlande.

Dix ans plus tard, le lundi de Pâques 1949, entre en vigueur le Republic of Ireland Act qui, 33 ans après l'Insurrection de Dublin, crée une République indépendante et souveraine. L'Eire cesse d'être un dominion et quitte le Commonwealth. Dans le même temps, Londres dote l'Ulster de garanties constitutionnelles. La partition en est renforcée. La « question irlandaise » demeure sans solution.

RÉCEPTION DU FILM DE KEN LOACH

Distribution : en Grande Bretagne, comme pour la plupart des films de Ken Loach la distribution a été réduite : 30 copies seulement au lieu de 300 en France ! La Palme d'Or obtenue à Cannes et le militantisme du parti politique

Respect (dont K Loach est membre) ont suscité un regain d'intérêt des distributeurs qui ont programmé le film sur 105 écrans au Royaume-Uni. L'Irlande où le film a été montré en avant-première (à Cork, lieu de tournage) a reçu 60 copies.

Critique : en France, des critiques acerbes ont vilipendé « l'internationale du film de Gauche » de Michael Moore à Costa Gavras, ainsi qu'une « œuvrette insipide...préférant aux leçons de cinéma les leçons d'Histoire baignant dans le formol » (sic). Le « film militant » a été décrit comme « art voué à la plus terrible des naïvetés », art « nécrophile » dont « le vieux K Loach » serait l'un des vestiges historiques et l'un des « totems ».

Le Vent se lève serait « auréolé d'une énigmatique Palme d'Or et ne présenterait qu'une « révolution en pantoufles ». Il est aussi prétendu que « l'esthétique télé » plomberait un « film de gauche » qui ne pose que les questions dont il a déjà les réponses et désigne « des clivages dignes d'un western spaghetti ». Loach est ainsi accusé de « trop brider le potentiel épique de son film » et de le réduire à « un déroulé anecdotique et impressionniste ». Le discours « trébuche » et « les rares tentatives de cinéma didactique sonnent faux » de même que l'opposition entre les deux frères est décrite comme un « reflet grossier d'une Irlande en proie à la sécession » (sic). K Loach étalerait donc « une rhétorique à bout de souffle » et ne compterait plus que sur « la force d'identification de son public ». Ces propos au vitriol sont ceux tenus par Guilhem Cottet sur artelio.org.

En *Grande-Bretagne*, Ken Loach (un Anglais) a été accusé de prendre ouvertement parti pour l'IRA (ce qu'il a en partie reconnu), de « faire de la propagande antibritannique, de verser du poison » (au moment où une solution politique au conflit nord-irlandais serait en devenir !), de « trahir les siens en exposant publiquement son avis ». Son film a même été comparé, dans la presse britannique, à un nouveau *Mein Kampf*. Lui-même a été comparé à Leni Riefenstahl. Sa réponse est que, bien avant la barbarie nazie, les troupes britanniques se sont livrées à des atrocités en Irlande. Loach se justifie en soulignant qu'il y a des preuves (rapports d'enquête) de ces exactions, tortures et tueries couvertes par les autorités militaires britanniques. Il ajoute que son choix dans le film a été de ne pas montrer le sang mais les conséquences des actes de barbarie commis par les deux camps.

Quant au thème des deux frères ennemis, Loach déclare ne pas l'avoir inventé et rapporte cet exemple authentique d'un leader politique donnant autorisation de tuer son meilleur ami, témoin à son mariage. Le manichéisme qu'on lui reproche a, sans nul doute, des fondements historiques.

Pour ses partisans, « Ken Loach restitue avec un réalisme implacable le contexte historique (de l'époque) et donne des clés pour comprendre des tensions (toujours) actuelles ». Il s'agit alors de « grand cinéma à vocation pédagogique mais avec des propos nuancés » (cf. le débat entre pro et anti Traité). Malgré une intrigue qui « glisse inévitablement vers le mélo », l'interprétation de Cillian Murphy apparaît « bouleversante de vérité... tout comme la violence déployée par l'armée d'occupation ». Ken Loach serait donc « à 70 ans, fidèle à ses convictions et à son engagement ». Stéphanie Belpêche, *Journal du Dimanche*, 20 août 2006.

Pour conclure, laissons la parole à Ken Loach :

« La question irlandaise demeure très sensible en Grande Bretagne, un peu comme l'Algérie pour les Français. Pour cette raison, les journaux ouvrent en grand leurs colonnes à des historiens, ou prétendus tels, qui contestent jusqu'à la notion de guerre d'indépendance et prétendent que, de fait, il ne s'agissait que d'une lutte de clans.

L'Angleterre a du mal avec sa propre histoire, le cinéma n'est autorisé à s'y intéresser que dans le cadre de ce que nous appelons ici les films « héritage », décors luxueux, costumes somptueux, grands sentiments. C'en est au point qu'il est toujours interdit d'affirmer que la charité et la générosité n'étaient pas les motivations premières de la colonisation ».

Propos recueillis par Pascal Mérigeau in *Nouvel Observateur*, 17-23 août 2006.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Cook Chris & Stevenson John, *Modern British History 1714-2001*, Longman, London 2001.

Daoudi Nadia, *Reconciliation in Northern Ireland : Integrated Education since 1989*, Maîtrise BU UFR Lettres, Langues et Sciences Humaines, Univ. Angers 2002.

Fouchet Nelly, *Partitioning Ireland in 1921 : The Right Choice ?*, Maîtrise, BU UFR Lettres, Langues et Sciences Humaines, Univ. Angers 2000.

Hutchinson Wesley, La Question irlandaise, Ellipses, Paris 2001.

Jean Grégory, The Easter Rising 1916: Triumph or Disaster, Maîtrise, BU UFR Lettres, Langues et Sciences Humaines, Univ. Angers 2004.

Marwick Arthur, A History of the Modern British Isles 1914-1999, Blackwell, Oxford 2000.

O'Broin Leon, Michael Collins, Gill & Macmillan, Dublin 1991.

FILMS

Michael Collins, film de Neil Jordan, Lion d'Or de Venise 1996 avec Liam Neeson dans le rôle titre (Prix du Meilleur Acteur). Film conçu par son réalisateur (d'origine irlandaise) comme « *un hommage à une figure historique qui porte en lui toutes les contradictions de la question anglo-irlandaise.* »

Hidden Agenda, film de Ken Loach (titre français *Secret Défense*) 1990, fondé sur des faits réels mettant directement en cause la police royale de l'Ulster, la politique anglo-irlandaise du gouvernement britannique et l'accession au pouvoir de Mme Thatcher.

Cal de Pat O'Connor (GB 1984) dont l'action se situe en Irlande du Nord et témoigne de la violence entre l'IRA et la police, montrant une jeunesse étouffée par un contexte de guerre civile.

RAPPELS

Paul Laverty a, plusieurs fois, collaboré aux films de Ken Loach en tant que scénariste. Cet avocat écossais partage l'engagement politique du réalisateur anglais. On l'a notamment vu dans *Carla's Song* (1996 ; droits de l'Homme au Nicaragua) et dans *My name is Joe* (1998) pour lequel P Laverty a passé des mois à recueillir des témoignages au cœur des quartiers les plus défavorisés de Glasgow.

Bataille de La Boyne (12 juillet 1690) : défaite des Catholiques de Jacques II roi d'Ecosse (dynastie des Stuarts) face aux troupes protestantes de Guillaume III d'Angleterre dit « Guillaume d'Orange ». Guerre terminée par le Traité de Limerick (3 octobre 1691) et prolongée par les « lois pénales » à l'encontre des Catholiques (exclusion du parlement, terres confisquées). La Boyne : rivière à l'est de l'Irlande, se jette dans mer d'Irlande.

Ordre d'Orange : société secrète fondée en septembre 1795 pour défendre le Protestantisme et les acquis de la Constitution établie sous Guillaume d'Orange au cours de la Glorieuse Révolution (1688-1689). Force protestante conservatrice, les Orangistes fêtent tous les ans en juillet l'anniversaire de la bataille de La Boyne.

DÉFINITIONS

Black and Tans : forces spéciales d'anciens soldats (démobilisés après la Première Guerre Mondiale) auxquels le gouvernement britannique donna (à partir de 1921) mission de combattre l'IRA par tous les moyens jugés appropriés. Leur nom est du à la couleur de leur uniforme et est celui d'une célèbre meute de chasse (des fox terriers) de la province de Munster (sud-ouest de l'Irlande), réputée pour sa férocité.

Hurling : sport traditionnel irlandais ressemblant au hockey (ou au jeu nord-américain dit « lacrosse »), pratiqué par deux équipes de 15 joueurs munis de crosses pour amener la balle dans l'embut adverse.